

CHAPITRE III :
CONVERTIBILITE,
BALANCE DES PAIEMENTS
ET DETTE EXTERIEURE

CHAPITRE III : CONVERTIBILITE, BALANCE DES PAIEMENTS ET DETTE EXTERIEURE

III.1 - LA CONVERTIBILITE COURANTE DU DINAR

Le processus de convertibilité du dinar pour les transactions courantes, entamé dès 1991, a été complété au cours des années suivantes pour aboutir, en septembre 1997, à l'adoption des dispositions de l'article VIII des statuts du Fonds Monétaire International dont l'Algérie est membre depuis 1963. En vertu des dispositions de cet article, les pays membres s'engagent, notamment, à ne pas recourir à des restrictions aux paiements et transferts relatifs aux transactions internationales courantes.

La première étape du processus de convertibilité courante du dinar a été la mise en œuvre de la convertibilité commerciale du dinar en 1994 lorsque les paiements au titre des importations ont été libéralisés. Cette convertibilité commerciale a été soutenue par la mise en place, en octobre 1994, du fixing pour la détermination du taux de change en fonction des capacités d'offre et de demande sur le marché des changes.

La seconde étape a été entamée en juin 1995, avec l'autorisation des dépenses de santé et d'éducation sur pièces justificatives et dans la limite de montants annuels, pour être complétée en août 1997 avec l'autorisation des dépenses de voyage à l'étranger des nationaux dans la limite aussi d'un montant annuel.

Dans le cadre de la convertibilité courante du dinar appuyée par la mise en place du marché interbancaire des changes au début de l'année 1996, la Banque d'Algérie satisfait et/ou autorise les demandes de devises étrangères lorsque ces devises sont destinées exclusivement à effectuer des paiements ou des transferts au titre des transactions courantes et non à procéder à des transferts de capitaux non autorisés.

A ce titre, le contrôle des changes est poursuivi avec rigueur et particulièrement en ce qui concerne l'adéquation entre les flux financiers et les flux de biens et services entre l'Algérie et le reste du monde ainsi que la régularité des mouvements de capitaux.

La convertibilité courante du dinar, la garantie de transfert des bénéfices et du produit de la cession éventuelle d'actifs résultant d'investissements étrangers ainsi que la politique de stabilité du taux de change effectif réel, contribuent à promouvoir un environnement favorable aux investissements étrangers.

De plus, la ratification par l'Algérie de l'Accord d'association avec l'Union Européenne et la poursuite active des négociations en vue de l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC), ont conduit à l'inscription des relations économiques et commerciales de l'Algérie avec ses partenaires dans un cadre universel et normalisé au niveau multilatéral.

III.2 - BALANCE DES PAIEMENTS ET MARCHE DES CHANGES

L'évolution au cours de l'année 2004 des principaux indicateurs de la position financière extérieure confirme l'amélioration continue de la viabilité de la balance des paiements et témoigne de la solidité de la situation des réserves de change atteinte à fin 2004.

Cette évolution très favorable reste déterminée par celle des prix du pétrole dont l'augmentation a été continue au cours des deux (02) semestres de l'année 2004, passant d'un prix moyen de 29,03 dollars/baril en 2003 à un prix moyen de 34,26 dollars/baril au cours du premier semestre pour atteindre enfin le niveau moyen de 38,66 dollars/baril pour l'ensemble de l'année.

En conséquence, les exportations d'hydrocarbures ont atteint un montant de 31,55 milliards de dollars pour toute l'année 2004, en progression de 31,5 % par rapport à l'année 2003. Ces excellents résultats dépassent substantiellement les réalisations de

l'année 2003. Comparées à l'année 1999 (11,9 milliards de dollars), les exportations d'hydrocarbures, dont la part des associés de la compagnie nationale a atteint 9,9 % en 2004, ont été multipliées par 2,65.

Quant aux exportations hors hydrocarbures, dont le niveau demeure encore très faible et fluctuant autour de 500 millions de dollars environ depuis un certain nombre d'années, elles enregistrent une augmentation de près de 41,1 % pour se situer à hauteur de 666 millions de dollars en 2004. L'augmentation de ces exportations, pour diversifier les sources de la croissance et les recettes en devises, devient, plus que jamais, une absolue nécessité et notamment suite à la ratification par l'Algérie de l'Accord d'association avec l'Union Européenne et la perspective de sa proche application et après l'adhésion de l'Algérie à l'OMC. Seul l'effort de diversification des exportations pourra permettre à l'économie algérienne de tirer profit de son intégration aux échanges régionaux et internationaux.

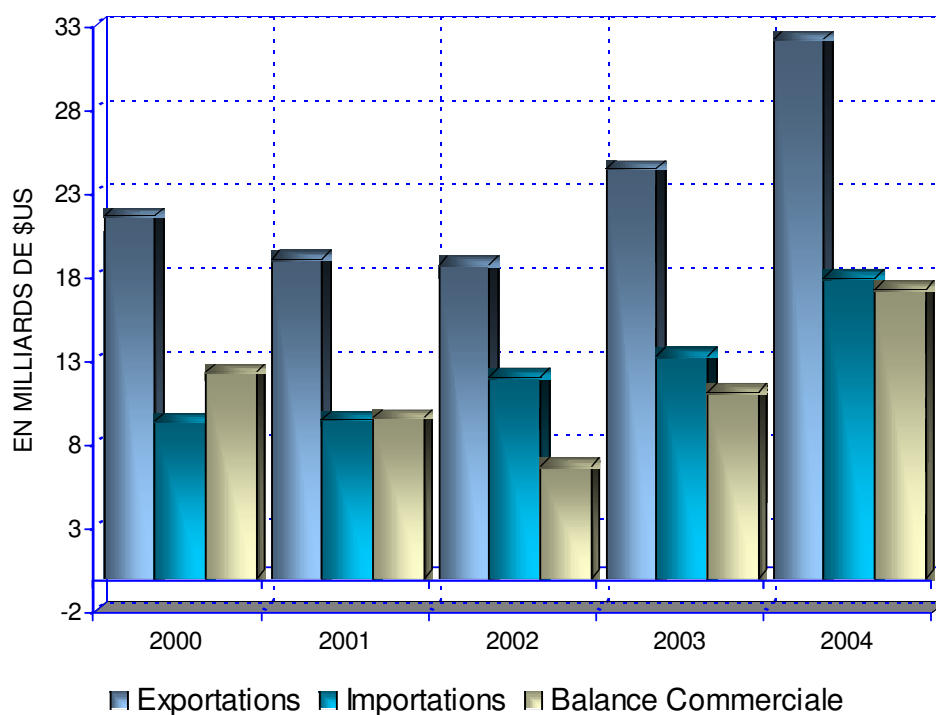
Les importations Fob qui n'avaient progressé que de 10,9 % en 2003 après la croissance très élevée de 26,7 % en 2002 enregistrent en 2004 une progression inégalée pour s'établir à 17,95 milliards de dollars (respectivement 8,44 et 9,51 milliards de dollars au premier et second semestre), soit une augmentation de 34,77 %. Cette augmentation s'explique principalement par l'accroissement de la demande intérieure en biens et services et notamment par la demande de biens d'équipement corrélative à l'accroissement de l'investissement (15,2 % aux prix courants). De plus, les importations étant libellées en dollars pour près de 50 %, l'appréciation de l'euro (près de 10 %), par rapport au dollar et l'évolution à la hausse de l'indice de la valeur unitaire des importations, en particulier celui des biens de consommation et des matières premières et demi-produits, ont eu un effet de valorisation considérable sur les importations Fob exprimées en dollars.

Les performances en matière d'exportations d'hydrocarbures, malgré la forte augmentation des importations de biens et services, se sont traduites par un excédent du compte courant en hausse de 25,8 % par rapport à 2003. Avec un excédent de 5,2

BALANCE DES PAIEMENTS

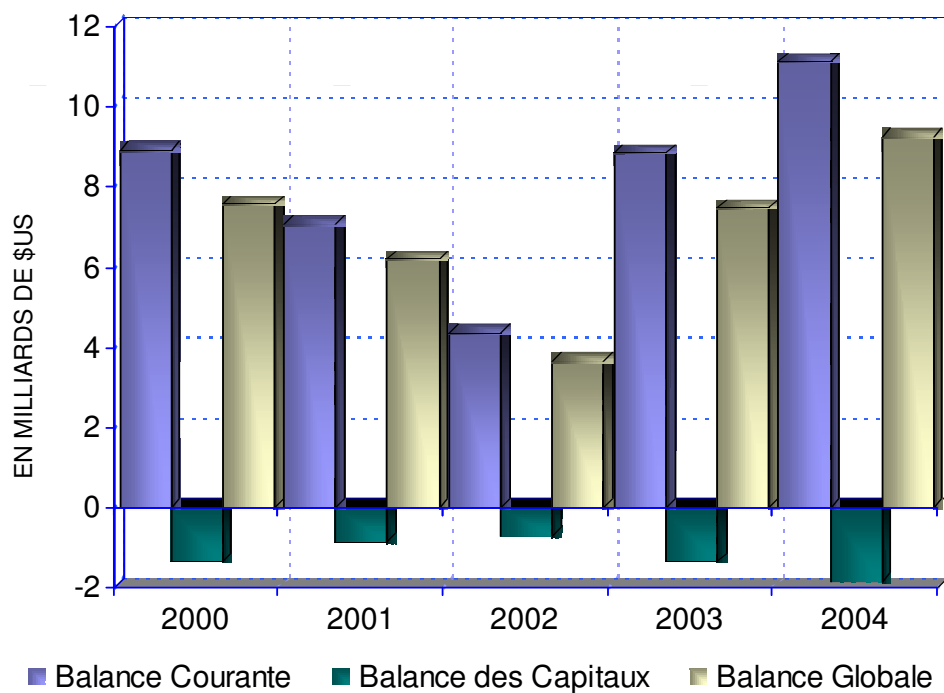
GRAPHIQUE 7

COMMERCE EXTERIEUR



GRAPHIQUE 8

SOLDES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS



milliards de dollars au premier semestre, en augmentation par rapport à celui du premier semestre 2003, le surplus annuel a atteint 11,12 milliards de dollars, ce qui représente environ 13,1 % du produit intérieur brut en 2004 contre 12,99 % en 2003.

Il convient de noter que ces excellents résultats en matière de paiements extérieurs courants ont été enregistrés en dépit de l'élargissement du déficit du poste services (nets) de la balance des paiements. Ce déficit, qui avait déjà augmenté de 14,4 % en 2003, s'est accru de 48,9 % en 2004. Plus que son ampleur actuelle, son évolution risque de peser négativement à moyen terme sur la position financière extérieure. D'une part, le processus d'adhésion à l'OMC comporte des négociations importantes au titre de la poursuite de la libéralisation des services, d'autre part, les rapatriements de la part des associés de la compagnie nationale des hydrocarbures, qui s'accroissent à mesure que la part de la production en association dans la production totale d'hydrocarbures augmente. Ces rapatriements qui se sont accrus de 42 % en 2004 ont été multipliés par trois fois entre 2001 et 2004. Ceci engendre des répercussions négatives sur la structure des paiements courants.

Cela met en avant l'importance d'encourager la croissance des transferts courants, en particulier les envois des travailleurs émigrés, qui doivent prendre une part plus importante dans les opérations courantes. Le Fonds Monétaire International accorde un intérêt particulier à ce poste. Pour cette institution, les envois sont analysés selon deux angles. Le premier indique l'importance de ces flux comme catalyseur de la croissance économique en tant que stimulants des déterminants de la croissance à court, moyen et long termes (accroissement de la consommation, de l'investissement dans l'immobilier et les petites entreprises, ...), le second souligne l'importance de ces flux dans l'atténuation des problèmes éventuels de la balance des paiements et donc de la stabilité macroéconomique.

A l'inverse de l'évolution du compte courant de la balance des paiements, le compte de capital a vu son déficit s'élargir, passant de 1,37 milliard de dollars en 2003 à 1,87 milliard de dollars en

BALANCE DES PAIEMENTS

	2 000	2 001	2 002	2 003	2004
	(En milliards de dollars E.U. ; sauf indication contraire)				
Solde extérieur courant	8,93	7,06	4,37	8,84	11,12
Balance commerciale	12,30	9,61	6,70	11,14	14,27
Exportations, (f.o.b.)	21,65	19,09	18,71	24,47	32,22
Hydrocarbures	21,06	18,53	18,11	23,99	31,55
Autres	0,59	0,56	0,61	0,47	0,67
Importations, (f.o.b.)	-9,35	-9,48	-12,01	-13,32	-17,95
Services, hors revenus des facteurs, net	-1,45	-1,53	-1,18	-1,35	-2,01
Crédits	0,91	0,91	1,30	1,57	1,85
Débits	-2,36	-2,44	-2,48	-2,92	-3,86
Revenus des facteurs, net	-2,71	-1,69	-2,23	-2,70	-3,60
Crédits	0,38	0,85	0,68	0,76	0,99
Débits	-3,09	-2,54	-2,91	-3,46	-4,59
Paiements des intérêts	-1,93	-1,52	-1,31	-1,18	-1,29
Autres	-1,16	-1,02	-1,60	-2,28	-3,30
dont: part des associés de compagn. nat.		-1,02	-1,60	-2,20	-3,12
Transferts, net	0,79	0,67	1,07	1,75	2,46
Solde du compte de capital	-1,36	-0,87	-0,71	-1,37	-1,87
Investissements directs (net)	0,42	1,18	0,97	0,62	0,62
Capitaux officiels (net)	-1,96	-1,99	-1,32	-1,38	-2,23
Tirages	0,80	0,91	1,60	1,65	2,12
Amortissements	-2,76	-2,90	-2,92	-3,03	-4,35
Crédits à court terme et Erreurs et omissions (net)	0,18	-0,06	-0,36	-0,61	-0,26
Solde global	7,57	6,19	3,66	7,47	9,25
Financement	-7,57	-6,19	-3,66	-7,47	-9,25
Augmentation des réserves brutes (-)	-7,51	-6,05	-3,40	-7,03	-8,88
Rachats au FMI	-0,10	-0,14	-0,30	-0,44	-0,37
Augmentation d'autres engagements de la Banque d'Algérie (+)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement exceptionnel	0,04	0,00	0,04	0,00	0,00
Rééchelonnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aide multilatérale à la balance des paiem.	0,04	0,00	0,04	0,00	0,00
Achats au FMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour mémoire :					
Réserves brutes (or non compris)	11,90	17,96	23,11	32,92	43,11
En mois d'importations des biens et services non facteurs	12,19	18,08	19,14	24,32	23,72
Valeur unitaire des Exportations du pétrole brut (dollars E.U./baril)	28,50	24,85	25,24	29,03	38,66

2004, en raison principalement des remboursements par anticipation d'une partie de la dette extérieure (1,2 milliard de dollars).

Au total, l'excédent global de la balance des paiements réalisé en 2004 s'élève à 9,25 milliards de dollars, en progression de 23,8 % par rapport à l'année 2003. Cette performance, de même que les excédents enregistrés à partir de l'année 2000, résulte des très importantes recettes d'exportations des hydrocarbures inhérentes à la bonne conjoncture pétrolière et, notamment, celles de 2003 et 2004. Néanmoins, ces performances en matière d'excédents de la balance des paiements sont partiellement "érodées" par les déficits récurrents des postes capital et services et, particulièrement, le déficit de ce dernier poste dont l'ampleur pourrait s'accroître à terme.

Les réserves officielles de change, conséquence de la consolidation renforcée de la balance des paiements, ont atteint 43,1 milliards de dollars à fin décembre 2004, en hausse de 30,9 % par rapport au montant des réserves accumulées à la fin de l'année 2003 (32,9 milliards de dollars). Sur la période 1999-2004, ces réserves se sont accrues de près de dix fois et représentent désormais près de 24 mois d'importations de biens et services.

Dans un contexte de fortes fluctuations du taux de change euro/dollar sur les marchés de change internationaux, la reconstitution des réserves officielles de change est le gage d'une gestion du taux de change du dinar compatible avec l'objectif de compétitivité de l'économie algérienne et de l'équilibre de ses paiements extérieurs. A cet effet, la Banque d'Algérie poursuit la politique de stabilisation du taux de change effectif réel du dinar, en cohérence avec l'objectif de maîtrise de l'inflation que vise la politique monétaire.

De plus, avec des réserves officielles de change importantes et dans le cadre du régime de flottement dirigé du taux de change, mis en place à partir de 1996, la Banque d'Algérie intervient sur le marché interbancaire des changes avec une offre potentielle de devises croissante face à une demande en augmentation au cours des deux dernières années et particulièrement en 2004.

L'équilibre du marché interbancaire des changes est ainsi réalisé dans le respect des objectifs de la politique de change et en dépit des fortes fluctuations sur les marchés de change internationaux et, notamment, le renchérissement de l'euro par rapport au dollar et aux autres devises.

En effet, l'évolution des cours de change du dinar par rapport au dollar et à l'euro, reflète, comme par le passé, et dans une large mesure, la conjoncture des marchés de change des principales devises. Le cours dinar/dollar s'est maintenu à fin décembre 2004 au niveau qu'il avait atteint à la même date en 2003 ; le cours moyen du dollar s'étant déprécié par rapport à celui de l'euro de 9,96 % en 2004, le cours moyen dinar/euro a, corrélativement, enregistré une dépréciation de 2,48 % passant de 87,47 dinars à 89,64 dinars pour un euro. En revanche, les cours de fin de période ont connu une évolution beaucoup plus accentuée, reflétant ainsi, dans une large mesure, la dépréciation continue du dollar vis-à-vis de l'euro au cours de l'année 2004 ; l'euro valait 98,95 dinars à fin décembre 2004 contre 91,26 à fin décembre 2003.

L'effet négatif de l'appréciation de l'euro, au cours de l'année 2004, sur l'économie nationale est resté limité grâce à la gestion prudente des réserves de change menée par la Banque d'Algérie (selon les devises, les instruments de placement et les maturités) et la stabilité du taux de change effectif réel à son niveau d'équilibre atteint à fin 2003.

Sous l'angle de la solidité de la position financière extérieure de l'Algérie, il faut souligner la poursuite de l'amélioration des indicateurs de performance de la dette extérieure.

III.3 - LA DETTE EXTERIEURE

L'encours de la dette extérieure à moyen et long termes en 2004 poursuit sa tendance baissière entamée depuis 1997. Après avoir été de 33,2 milliards de dollars en 1996, le niveau de la dette extérieure à moyen et long termes à fin 2004 s'élève à 21,4 milliards de dollars. La dette à court terme (dette inférieure à douze mois) reste modérée et ne s'élève qu'à 0,41 milliard de dollars.

L'encours de la dette extérieure à moyen et long termes à fin 2004 est en baisse par rapport à l'année 2003. L'Algérie a procédé, d'une part, au remboursement par anticipation de la dette extérieure pour 1,2 milliard de dollars, d'autre part, les nouvelles mobilisations de dette sont inférieures à l'amortissement annuel de la dette existante.

Situation de la dette extérieure au 31 Décembre (en milliards de dollars U.S)

	2002	2003	2004
Dette à moyen et long termes	22,540	23,203	21,411
Dette à court terme	0,102	0,150	0,410
Total :	22,642	23,353	21,821

Au cours de l'année 2004, le ratio de service de la dette/exportations est tombé à 12,6 % confirmant ainsi le caractère soutenable de l'endettement extérieur.

III.3.1 - Structure de la dette extérieure à fin 2004

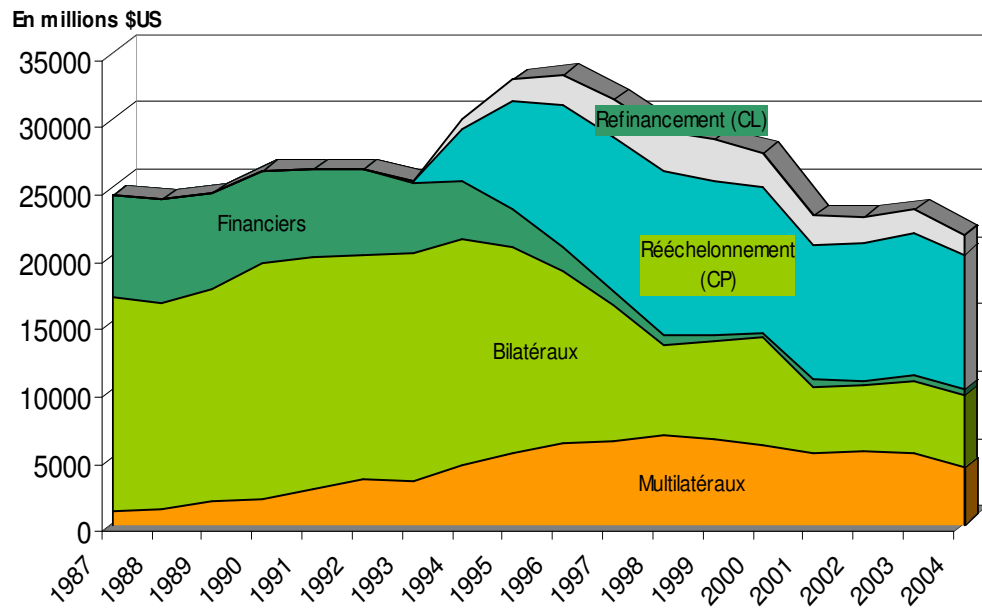
A fin 2004, la structure de la dette extérieure à moyen et long termes met en avant l'importance des crédits de rééchelonnement (club de Paris, club de Londres). Ces crédits représentent 53,1% du total de la dette contre 52,8 % en 2003. Il s'agit d'un élément favorable de la structure de la dette (la dette de rééchelonnement est une dette à maturités plus longues).

Les crédits multilatéraux atteignent 19,7 % de l'encours de la dette. Parmi les créanciers, on retrouve essentiellement le Fonds Monétaire International (15,4 %), la Banque Mondiale (24,7 %), la Banque Européenne d'Investissement (29,5 %) et la Banque Africaine de Développement (10,7 %). Ce sont des prêts obtenus pour une grande partie pour le soutien de la balance des paiements entre 1994 et 1998 dans un contexte de rééquilibrage des comptes extérieurs.

Les crédits bilatéraux, dont la part est de 24,3 %, se répartissent entre les crédits commerciaux garantis (64,8 %) et les crédits gouvernementaux (35,2 %).

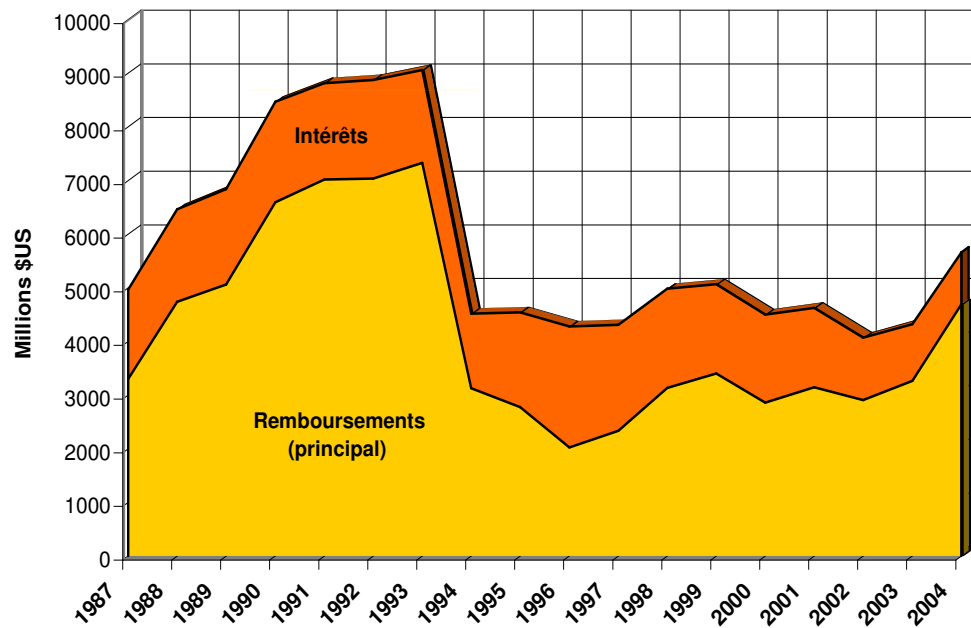
GRAPHIQUE 9

**ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE A M & L T.
PAR TYPE DE CREDITS**



GRAPHIQUE 10

SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE A M & L T



Les années 2003 et 2004 sont des années de relative augmentation de la part des crédits financiers (2,3 % en 2004 contre 1,9% en 2003).

Les principales devises qui composent la dette extérieure sont le dollar (39 %), l'euro 39,9 % et le yen (10,6 %). Au point de vue géographique, la dette envers l'Union Européenne représente 64 % et envers l'Amérique du Nord 19 %.

Quant au service de la dette, le principal, hors remboursement de la dette par anticipation, représente 78,2 % (3,47 milliards de dollars) et les paiements d'intérêts 21,8 % (0,97 milliard de dollars).

III.3.2 - Evolution et viabilité de l'endettement extérieur

L'encours de la dette extérieure à moyen et long termes était supérieur à 30 milliards de dollars entre 1995 et 1998, dont 33,2 milliards de dollars à fin 1996. Il s'agit de la période durant laquelle les remboursements ont été reportés dans le cadre du rééchelonnement de la dette (club de Paris et club de Londres).

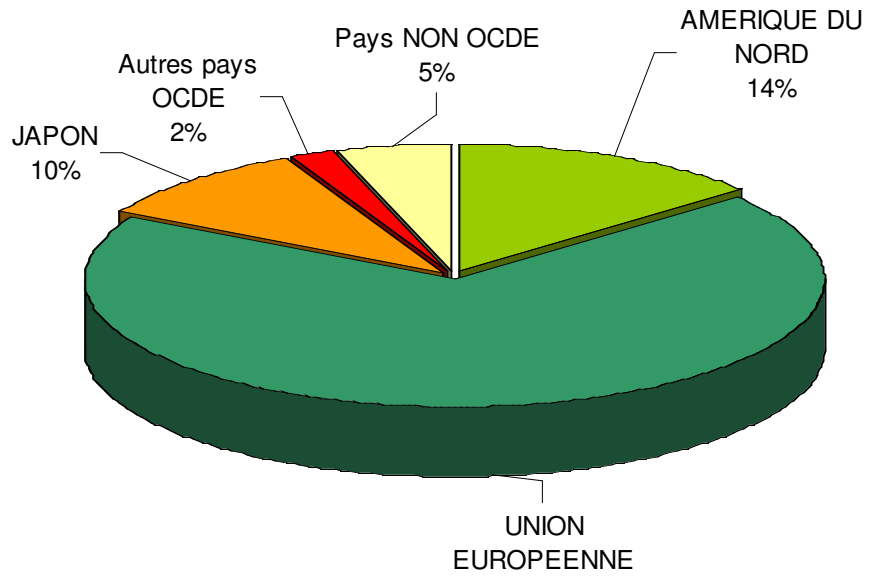
L'évolution des montants des mobilisations de la nouvelle dette (hors reprofilage et rééchelonnement) a été fortement décroissante, en particulier entre 1999 et 2001 où ces mobilisations ne dépassaient pas un milliard de dollars par an. La reprise de mobilisations de prêts à moyen et long termes intervient à partir de 2002. Cette reprise reste prudente et a évolué de 1,6 milliard en 2002 à 1,8 milliard en 2004, ce qui reflète une gestion prudente de l'endettement extérieur dans un contexte de viabilité à moyen terme de la balance des paiements.

Par contre, les paiements d'intérêts sur les prêts à moyen et long termes restent importants durant toute la dernière décennie évoluant entre 2,3 milliards de dollars en 1996 et 0,97 milliard de dollars en 2004.

Le délai moyen de remboursement de la dette extérieure à moyen et long termes est passé de moins de quatre (4) ans en 1990-1993 à près de huit (8) ans à partir de 1998. Le taux d'in-

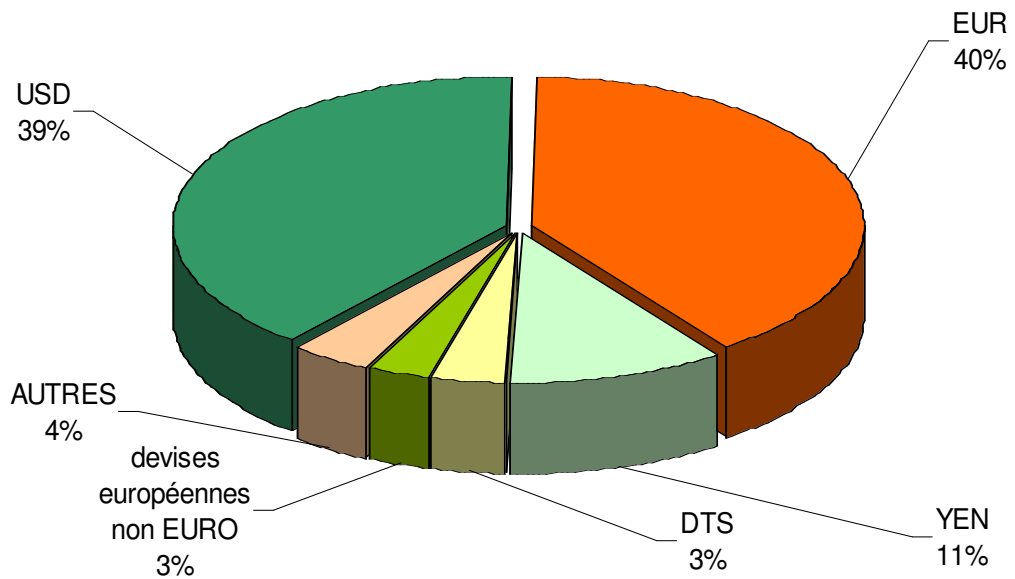
GRAPHIQUE 11

**REPARTITION GEOGRAPHIQUE DE LA DETTE D'ORIGINE PUBLIQUE
(DETTE BILATERALE+ CLUB DE PARIS) AU 31/12/2004**



GRAPHIQUE 12

**STRUCTURE DE LA DETTE EXTERIEURE A M & L T
PAR DEVISE AU 31/12/2004**



térêt moyen de la dette extérieure est passé à 5 % l'an depuis 1998 alors qu'il était de plus de 7 % en 1990-1993. Après le remboursement par anticipation de la dette en 2004, le taux d'intérêt moyen s'élève à 4,33 %.

L'évolution du ratio de l'endettement extérieur montre la viabilité de la dette extérieure devenue soutenable depuis l'année 2000. D'ailleurs, le ratio dette extérieure/PIB pour l'année 2004 n'est plus que de 25,2 %, démontrant largement la viabilité de la dette extérieure.